
RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL Novembre à décembre 2015

Consœurs et confrères,

Je vous présente mon premier rapport comme président national. Je tiens à vous dire à quel point je suis honoré d'avoir été élu à ce poste au SCFP, qui est non seulement le plus grand, mais aussi le meilleur syndicat au Canada!

Je suis devenu membre du SCFP en 1984 et jamais je n'aurais imaginé qu'un jour j'en deviendrais le 6^e président national. Je sais que j'arrive à ce poste juché sur les épaules de géants (le confrère Stan Little, la consœur Grace Hartman, le confrère Jeff Rose, la consœur Judy Darcy et le confrère Paul Moist). Leur dur labeur ainsi que le travail et le militantisme des membres, des dirigeants de sections locales et du personnel ont bâti le SCFP. Je suis impatient de poursuivre le travail.

Je suis en fonction depuis six semaines seulement, mais la période a été fort occupée. J'ai donc plusieurs points à couvrir. Je rendrai aussi compte du travail du SCFP pendant les élections fédérales, même si, bien sûr, elles ont précédé notre congrès et mon élection.

1. Élections fédérales

Les résultats des élections fédérales du 19 octobre sont mixtes : la bonne nouvelle, c'est que l'époque Harper est terminée, mais la mauvaise, c'est que le NPD fédéral a perdu beaucoup de terrain au profit des libéraux et qu'il s'est de nouveau retrouvé en troisième place. Ce qui est plus inquiétant, c'est qu'un gouvernement libéral majoritaire a été élu, ce qui ne nous laisse pas beaucoup de marge de manœuvre pour le forcer à prendre des positions vraiment progressistes.

Le SCFP a consacré beaucoup d'efforts à cette campagne électorale fédérale. Nous avons produit un bulletin de notes qui montrait où les partis logeaient sur des enjeux clés – et qui démontrait clairement que les politiques du NPD seraient les meilleures pour le NPD – et nous avons donc incité les membres à voter pour le NPD. Près de 300 000 exemplaires de ce bulletin ont été distribués par nos sections locales, avec l'aide de nos 35 membres en libération syndicale.

Nous avons aussi tenu des assemblées publiques téléphoniques, fait des appels téléphoniques de masse et mené une robuste campagne dans les médias sociaux. Grâce à notre centre électoral sur scfp.ca, facebook et twitter, nous avons envoyé à des centaines de milliers de membres (et de

membres du public) des messages ciblés sur des enjeux comme la garde à l'enfance, la sécurité aérienne, la violence contre les femmes et les droits des Autochtones.

Nos coordonnateurs du projet « Un monde plus juste » ont collaboré avec les sections locales à transmettre de l'information non partisane au sujet des quatre mêmes enjeux aux membres et aux sections locales qui étaient réticents à utiliser de la documentation partisane.

En plus des membres, du personnel et des membres du Conseil qui organisaient nos membres, huit membres du personnel du SCFP ont été prêtés directement au NPD pour y travailler à plein temps sur les campagnes. Seize autres membres du SCFP ont été prêtés au CTC pour travailler à la propre campagne de communication électorale du Congrès.

Des centaines de membres du SCFP ont régulièrement fait du bénévolat pour des campagnes cibles du NPD. Des milliers de membres du SCFP ont fait du porte-à-porte, travaillé le jour des élections et fait des dons aux campagnes du NPD. Le chef du NPD Tom Mulcair les a d'ailleurs remerciés lorsqu'il a pris la parole à notre congrès national, le 6 novembre.

Même si le résultat n'a pas été celui que nous espérions, notre campagne de communication avec les membres a réussi. Dans l'ensemble, il n'est pas exagéré de dire que la participation des membres et du personnel du SCFP à ces élections fédérale a été sans précédent. Notre prochaine tâche en matière d'élections fédérales sera de veiller à ce que les membres du SCFP qui se sont engagés pour ces différents enjeux le restent. La capacité de mobiliser des membres pour qu'ils fassent pression sur leurs députés et sur les ministres de Justin Trudeau est le seul outil qui nous permet d'exercer de l'influence sur le nouveau gouvernement.

Je tiens également à féliciter les 14 membres, retraités et membres du personnel du SCFP qui ont été candidats néo-démocrates. Deux d'entre eux ont été réélus au 42^e Parlement du Canada :

- Alexandre Boulerice – Rosemont-La Petite Patrie, Québec (personnel)
- Ruth Ellen Brosseau – Berthier-Maskinongé, Québec (ancienne membre)

Et je veux remercier les quatre députés issus du SCFP qui ne retourneront pas à Ottawa et leur souhaiter bonne chance. Nous avons été fiers d'eux au dernier Parlement!

- Rathika Sitsabaiesan – Scarborough North, Ontario (ancienne membre)
- Matthew Kellway – Beaches East York, Ontario (ancien membre)
- François Pilon – Laval, Québec (ancien membre)
- Robert Chisholm – Dartmouth-Cole Harbour, Nouvelle-Écosse (retraité)

2. Congrès national du SCFP – du 2 au 6 novembre 2015 (Vancouver, C.-B.)

Les élections fédérales ont été suivies presque immédiatement du 27^e congrès national biennal du SCFP à Vancouver. J'ai eu l'honneur d'être élu président national. Les membres ont réélu notre secrétaire-trésorier national et élu notre nouveau Conseil exécutif national, débattu et pris des décisions sur les priorités du SCFP pour les deux prochaines années et entendu de grands conférenciers.

Les réunions sectorielles qui ont eu lieu le dimanche 1^{er} novembre ont connu un vif succès : j'ai pu assister à quelques-unes d'entre elles et j'y ai rencontré des travailleuses et travailleurs des secteurs de la garde à l'enfance, de l'éducation, des services d'urgence, de l'énergie, de la santé, des bibliothèques, des municipalités, de l'enseignement postsecondaire, des gouvernements provinciaux et sociétés d'État et des services sociaux.

Au congrès, nous avons eu un horaire bien rempli de caucus régionaux et de l'égalité, ainsi que des déjeuners de travail au Village du SCFP et des forums du soir sur divers sujets, qui allaient des régimes de retraite à la résistance aux nouvelles formes de privatisation.

Nous avons rendu hommage à de nombreux militants, dont des membres de sections locales qui étaient en grève depuis deux ans, et à notre président national sortant, Paul Moist. Vous pouvez voir la vidéo hommage au confrère Paul ici: https://www.youtube.com/watch?v=UYbM_jZCVyI

La fille de Paul, Kelly Moist, a pris la parole au nom de sa famille et a remercié le SCFP d'avoir « si bien pris soin de son père », tout en soulignant que « maintenant, nous le reprenons ».

À ce congrès comme aux précédents, le SCFP a rendu hommage à des militants exceptionnels en leur remettant des prix en alphabétisation, santé et sécurité, égalité et droits des personnes ayant des déficiences, en reconnaissance de leur travail. Félicitations au confrère Danny Cavanagh, président nouvellement élu de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse, qui s'est mérité le prix du SCFP pour l'alphabétisation; à la consœur Pearl Blommaert, première femme à recevoir notre prix en santé-sécurité; et aux consœurs Katie McGovern, récipiendaire du prix Grace-Hartman, et Elizabeth Paris, gagnante du prix inaugural Ed-Blackman, ainsi qu'à la consœur Ann Ramsay, qui a reçu notre prix national pour le militantisme en faveur des droits des personnes ayant une déficience.

Étant donné que je viens de la Colombie-Britannique, où le conflit entre ceux qui se préoccupent des changements climatiques et ceux qui veulent exploiter nos ressources naturelles à n'importe quel prix n'est jamais loin, j'ai été très heureux de prendre la parole au rassemblement organisé pendant notre congrès où le SCFP n'a pas hésité à faire le « Grand bon vers l'avant »! Avec des groupes environnementaux, des leaders Autochtones et des militants de la société civile, nous avons exigé du Canada qu'il agisse de manière décisive pour assurer la transition d'une économie basée sur les combustibles fossiles à une économie sans pollution.

Le changement que les délégués ont apporté à la répartition entre notre Caisse nationale de défense et notre Caisse nationale de grève, qui vise à consacrer 1 % de plus à nos revenus au financement du recrutement, des initiatives nationales en matière de stratégie et de diverses campagnes, tout en assurant la solidité de notre Caisse de grève, est d'une importance critique. Nous pourrions ainsi compter sur les ressources nécessaires pour lutter en faveur des services publics. Sous le gouvernement Trudeau, les attaques contre les travailleurs du secteur public seront sans doute plus subtiles que les attaques frontales venues du gouvernement Harper. Nous devons donc pouvoir répondre rapidement et de manière stratégique aux tactiques du nouveau gouvernement.

Je crois que notre document d'orientation stratégique de 2015-2017 nous servira bien à cet égard. Il sera très opportun d'accroître le pouvoir des travailleurs pour améliorer nos milieux de travail et nos collectivités en nous organisant mieux et en nous engageant dans l'action politique. Si nous participons à de solides projets locaux de mobilisation, il sera beaucoup plus difficile pour le gouvernement Trudeau (et pour nos employeurs) d'opposer les usagers des services publics aux travailleurs du secteur public.

Ainsi, notre document d'orientation stratégique fait des liens entre la crise climatique et les attaques subies par les travailleurs du Canada et d'ailleurs dans le monde. Il établit la stratégie de notre syndicat pour la mise en place d'un mouvement encore plus progressiste qui pourra lutter en faveur des travailleurs et de la planète. L'énoncé intègre une vision pour les deux prochaines années et notre plan stratégique actuel à un schéma évolutif pour approfondir les liens avec nos membres et avec la société.

Le débat qui a eu lieu au congrès sur l'accès à la Caisse nationale de grève était aussi très important. Je suis heureux de la création du groupe de travail sur la Caisse nationale de grève qui examinera des enjeux comme la période d'attente pour les indemnités de grève, les prestations de grève et l'accessibilité à la Caisse pour les membres visés par des lois sur les services essentiels, entre autres. Le groupe de travail consultera tous les organismes à charte et rendra compte au Conseil exécutif national d'ici septembre 2016 afin que le Conseil puisse en faire part aux congrès des divisions de 2017 et au congrès national de 2017.

Dans le contexte du débat mondial sur les réfugiés, il a été particulièrement intéressant d'entendre la consœur Rosa Pavanelli, de l'Internationale des services publics, parler de manière si touchante du rôle des syndicats du secteur public dans la résistance à la xénophobie et l'accueil des réfugiés et des migrants. De même, Lee Saunders, président de notre syndicat affilié américain du secteur public AFSCME, nous a rappelé que les services publics sont menacés partout dans le monde. Nos luttes contre la privatisation des services publics ont beaucoup en commun avec celles de l'AFSCME – la question est abordée plus en détail plus loin.

Au moment d'assumer mon nouveau rôle de président national, je suis inspiré par les discours passionnés de Canadiens de différents horizons, dont Naomi Klein, auteure, militante et environnementaliste; le juge Murray Sinclair, président de la Commission de vérité et réconciliation; Hassan Yussuff, président du CTC; Mohamed Fahmy, journaliste de renom, qui a été emprisonné sur de fausses accusations en Égypte; et Tom Mulcair, chef du NPD fédéral. Avec ces personnes extraordinaires comme amis et alliés, le congrès du SCFP a montré que nous sommes sur la bonne voie. Je serai heureux de garder le contact avec eux afin qu'ensemble, nous continuions à bâtir un Canada meilleur.

3. Négociations collectives, grèves et lock-outs

Au cours de la dernière période, il restait un conflit avec moyen d'action au travail.

Section locale 2316 du SCFP – Société d’aide à l’enfance de Toronto (Ontario)

Quinze travailleuses et travailleurs d’urgence après les heures normales ont débrayé le 27 juillet pour défendre leur première convention collective. Après presque deux ans et demi à essayer d’en arriver à une première convention collective, les membres sont frustrés par l’incapacité de l’employeur à conclure une entente avec le syndicat. Les membres souhaitent obtenir la parité avec leurs homologues de la Société d’aide à l’enfance catholique de Toronto. L’employeur a demandé et obtenu un arbitrage de première convention collective de la Commission des relations de travail de l’Ontario. Les piquets de grève ont donc été abandonnés le 31 octobre.

PROVINCE	S. locale	EMPLOYEUR	N ^{bre} de MEMBERS	DÉBUT DE LA GRÈVE	DURÉE (jours)
Ontario	2316	Société d’aide à l’enfance de Toronto	15	27 juillet 2015	96 jours

- **Comité de coordination des conseils scolaires de l’Ontario (CCCSO)**

Devant la menace d’un autre règlement imposé, la plus grande table de négociation du SCFP a conclu un accord de principe avec la Couronne et le Conseil des associations de conseillers (Council of Trustee Associations ou CTA) le 2 novembre. La table du CCCSO, la plus grande du SCFP, couvre 55 000 travailleuses et travailleurs des conseils scolaires en Ontario. L’entente conclue régit les sujets centraux. Les sections locales du SCFP doivent ensuite négocier les enjeux locaux. Les membres ont ratifié l’accord central qui prévoit de modestes hausses salariales et une meilleure sécurité d’emploi.

Cette ronde de négociation soulève des problèmes inhérents à la loi dont le CCCSO discutera sûrement avec le gouvernement.

- **Négociations du Front commun au Québec**

Les négociations du Front commun pour le secteur public, menées au nom de plus de 400 000 travailleurs (dont des milliers de membres du SCFP) au Québec, continuent avec le gouvernement Couillard. Ce dernier a offert des hausses de salaires minimales (3 %) sur cinq ans, ce qui affaiblit encore davantage le niveau de vie des travailleurs du secteur public au Québec. Ces piètres offres salariales et d’autres concessions provoqueront des grèves. Déjà, une série de grèves tournantes est en cours.

4. Action politique

À mon quatrième jour comme président, j’ai assisté au gala de l’Institut Broadbent à Toronto où j’ai eu le privilège de rencontrer la première ministre de l’Alberta Rachel Notley et la chef du NPD-Ontario Andrea Horwath. Bon nombre de leaders du SCFP de la région de Toronto étaient présents pour le discours de M^{me} Notley, dont des membres du conseil exécutif du SCFP-Ontario

et les présidentes et présidents de certaines sections locales du SCFP, de même que les membres de la haute direction de la région de l'Ontario et du bureau national.

J'ai aussi écrit au nouveau premier ministre afin de le féliciter pour sa victoire électorale et pour certaines de ses premières mesures, dont le retrait de l'étude obligatoire d'un PPP pour les nouveaux projets d'infrastructure. Après lui avoir présenté le SCFP, je lui ai demandé de le rencontrer, ainsi que quelques-uns de ses ministres.

J'ai écrit à la ministre du Travail pour lui demander une rencontre afin de lui présenter le SCFP et de discuter de la nécessité d'abroger rapidement les lois C-377 et C-525.

Le ministre des Finances a été contacté, car le SCFP souhaite aborder avec lui la question de la bonification du RPC.

J'ai écrit au ministre de l'Infrastructure afin de lui demander une rencontre pour discuter du plan des libéraux pour stimuler l'économie grâce à des projets d'infrastructure. Bien que le SCFP soit entièrement d'accord avec cette approche, il est essentiel que ces projets n'aboutissent pas à une plus grande privatisation de notre actif national.

J'ai écrit au ministre du Commerce international afin de lui demander une rencontre pour discuter des protocoles de ratification de l'AECG et de l'ACS avant leur mise en œuvre.

Le ministre des Transports a été contacté pour lui demander une rencontre au sujet de l'exemption à la règle 1:40 accordée par Transports Canada à certaines compagnies aériennes.

Et, enfin, j'ai écrit à la ministre de la Santé pour lui proposer une large discussion sur le financement futur des soins de santé publics et l'application de la *Loi canadienne sur la santé*.

5. Services régionaux et divisions

• Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

La Régie de la santé de Vancouver Coastal et Providence a changé de fournisseur de services, passant d'Aramark à Compass. Les 900 membres du SEH visés veulent rester avec leur syndicat, mais une unité de 30 membres des Métallos veut les recruter. Ce problème n'existerait pas si le *Code du travail* de la Colombie-Britannique contenait des dispositions relatives aux successeurs.

Le SEH a passé de nombreuses journées à la Commission du travail de la C.-B. et des votes ont eu lieu avec boîtes de scrutin scellées. Le SEH a aussi participé à des auditions d'arbitres en vertu des protocoles établis dans les statuts du CTC. Le conflit du CTC est maintenant réglé.

Le SEH est né il y a 76 ans à l'hôpital Vancouver General, qui est impliqué dans ce conflit.

- **Colombie-Britannique**

Les sections locales 1004 et 1936 du SCFP, représentant ..., ont mis sur pied une exceptionnelle exposition en collaboration intitulée « *frontline* » (première ligne).

L'exposition, qui présente des œuvres portant sur le travail que font les membres au centre ville de Vancouver (Downtown Eastside ou DTES), montre la générosité et la créativité de ce groupe particulier de travailleurs. Elle ouvre une fenêtre sans pareille sur les services intégrés fournis par les membres du SCFP à une population mal desservie et difficile à loger.

La section locale 3886 du SCFP, qui représente une soixantaine de membres de l'Université Royal Roads – travailleurs de l'aménagement paysager, des métiers, de l'entretien et du gardiennage – a conclu un accord de principe à la fin de novembre. L'entente est conforme au mandat provincial. Au moment de rédiger le rapport, elle n'avait pas encore été ratifiée.

Environ 48 000 membres du SCFP qui travaillent dans des secteurs directement financés par le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique recevront une modeste augmentation de salaire à compter de l'année prochaine, parce que l'économie provinciale a dépassé les prévisions. Mais ces augmentations n'arriveront pas à compenser le véritable coût de la vie en Colombie-Britannique où, par exemple, les travailleuses et travailleurs de la maternelle à la 12^e année (K-12) ont reçu des hausses salariales de 13,2 % de 2002 à 2015, pendant que l'inflation augmentait de 20,1 %.

- **Alberta**

La section locale 3341 du SCFP, Refuge pour femmes d'Edmonton, a enfin obtenu un régime de retraite pour ses membres après une lutte qui aura duré neuf ans. Les membres adhéreront au Régime de retraite multisectoriel (RRMS), un régime innovateur créé il y a près de 15 ans pour pallier le manque de sécurité de retraite dans les milieux de travail à prédominance féminine. La section locale 3341 devient le premier refuge pour femmes de l'Alberta à y adhérer.

Le gouvernement albertain a demandé des mémoires sur une possible loi sur les services essentiels. Le SCFP-Alberta a présenté un mémoire dans lequel il implore le gouvernement d'adopter une vision extrêmement étroite des services essentiels afin que seule une poignée de membres soient déclarés essentiels. La position du SCFP-Alberta est conforme à la décision de la Cour suprême dans la cause de la Fédération du travail de la Saskatchewan.

- **Saskatchewan**

En Saskatchewan, nous continuons à nous occuper de la tutelle de la section locale 21. Il y a aussi des conflits en cours entre membres de deux autres sections locales. Sur la scène politique, le premier ministre Brad Wall est toujours partisan des causes de la droite la plus extrême, par exemple lorsqu'il remet en question la volonté du gouvernement fédéral d'accélérer l'entrée des réfugiés tout en faisant la promotion de la privatisation des services publics partout dans la province.

La Saskatchewan devrait aller aux urnes le 4 avril 2016. Si le gouvernement Wall est réélu, il est fort possible que d'autres services offerts par le secteur public soient privatisés dans les cinq régions régionales de la santé de la Saskatchewan. La perte des services de blanchisserie à laquelle nous avons assisté en 2015 est un triste rappel que ce genre de privatisation est bien ancré dans la province. Le personnel de la région s'efforce de parer les coups en créant de la fierté à l'égard de la propriété publique. Le projet « Own It! » (C'est à vous!), qui sensibilise les citoyens de la Saskatchewan aux avantages de la propriété publique, est un exemple de ce que nous accomplissons, de concert avec la Fédération du travail de la Saskatchewan, pour empêcher la privatisation dans les hôpitaux, les écoles, les établissements de soins de longue durée et d'autres services publics.

- **Manitoba**

Le SCFP représente 9 000 membres du secteur de la santé et, dernièrement, nous avons connu une difficile et litigieuse ronde de négociations. L'un des résultats a été un examen approfondi de l'actuel Conseil provincial de la santé en 2015 et la mise en œuvre de changements recommandés dans le cadre d'une stratégie globale visant à reconfigurer le rôle du SCFP dans le secteur de la santé au Manitoba. La création réussie d'une structure provinciale de négociation pour les travailleuses et travailleurs des soins de longue durée au Manitoba pourrait toucher plus de 6 000 membres du SCFP.

Le 9 novembre 2015, Mike Davidson a annoncé qu'il prenait sa retraite à titre de président de la section locale 500. Le départ du confrère Mike entraînera d'importants changements pour la section locale 500, aux prises avec une administration municipale difficile.

L'obtention d'un régime de retraite à prestations déterminées pour les travailleuses et travailleurs de soutien des divisions scolaires est une priorité élevée pour la région. Il faudra sensibiliser davantage les membres et inciter les sections locales à s'engager à négocier cette demande. Si les sections locales vont de l'avant, elles devront pouvoir compter sur un soutien intensif du SCFP.

- **Ontario**

J'ai eu le plaisir de prendre la parole à un rassemblement à North Bay qui portait sur les compressions dans les hôpitaux en Ontario, en particulier à North Bay. Malgré le vieillissement de sa population, la région de North Bay a subi des coupes sévères dans ses hôpitaux en PPP et les services qu'ils offrent. Depuis dix ans, 228 lits ont été éliminés du système de l'hôpital de North Bay et, depuis l'ouverture de l'hôpital en PPP, 354 emplois ont été perdus. Le rassemblement était diffusé en direct à Queen's Park et la première ministre a entendu le message – arrêtez les compressions et offrez un plein financement.

Les employés de la Ville de Toronto, représentés par les sections locales 79 et 416, sont maintenant en pleine négociation collective avec un employeur qui, malgré les discours publics, veut prolonger les années Ford en matière de relations de travail. Les travailleuses et travailleurs des bibliothèques et des services communautaires de Toronto commenceront bientôt leurs négociations.

Au moment de rédiger ces lignes, les travailleuses et travailleurs des conseils scolaires de l'Ontario tenaient des assemblées et des votes de ratification pour l'entente centrale conclue avec la Couronne et les Associations de conseillers le 2 novembre. Les négociations se poursuivent sur les enjeux locaux.

La Fédération du travail de l'Ontario a un nouveau président. Le confrère Chris Buckley, d'UNIFOR, a été élu par acclamation. Je tiens à remercier le confrère Syd Ryan pour ses années de militantisme et je lui souhaite bonne chance pour l'avenir.

Le SCFP-Ontario, par l'entremise de son Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des services sociaux de l'Ontario, continue de pousser le gouvernement ontarien à rendre compte de l'échec de son Système automatisé de gestion de l'aide sociale (SAGAS). Le système a été si inefficace qu'il a causé de grandes difficultés aux prestataires et empêché les travailleurs de première ligne de fournir le niveau élevé de services offerts avant le SAGAS.

- **Québec**

Une journée de grève a eu lieu le 9 décembre dernier afin de mettre de la pression sur le gouvernement du Québec et tenter d'en arriver à une entente satisfaisante à la table centrale. Rappelons-nous qu'une contre-offre avait été proposée au Conseil du trésor dans les dernières semaines du mois de novembre, mais le gouvernement avait rejeté cette contre-offre du revers de la main. Au moment d'écrire mon rapport, plusieurs ententes sectorielles sont intervenues entre le gouvernement du Québec et les salariées du Front commun. Les journées de grève qui étaient prévues les 1^{er}, 2 et 3 décembre avaient été reportées pour faire place à la négociation.

Après avoir imposé la loi 15 obligeant la restructuration de tous les régimes de retraite du secteur municipal, le gouvernement libéral propose le projet de loi no 75 – Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire. L'approche semble plus progressive que celle imposée au secteur municipal.

Nous avons signé une entente de service avec les représentants syndicaux des 240 travailleurs d'Énergie électrique (Nord) de Rio Tinto. De plus, deux nouveaux groupes ont joint le SCFP : à la Ville de Saint-Georges, 46 employés des services de loisirs et de culture et, à la ville de Rimouski, 146 travailleurs municipaux.

Le gouvernement du Québec a déposé un pacte fiscal pour les années 2016-2019. Celui-ci aura un impact direct sur la liberté de négociation entre les salariés du secteur municipal et leurs employeurs si des lois sont adoptées en liens avec ce pacte.

- **Maritimes**

Les travailleurs de la santé sont attaqués par le gouvernement provincial. Le gouvernement libéral a ciblé les autorités sanitaires en réduisant les services afin d'équilibrer les budgets. Le gouvernement a également un plan de privatisation de la gestion de certains services. La

section locale 1252 a entrepris des moyens d'action afin d'obtenir un engagement financier du gouvernement. Aussi, il dénoncera la hausse des coûts de la privatisation sur les services cliniques et non cliniques.

En septembre dernier, la section locale 996, qui représente des employés de la Ville d'Oromocto, a ratifié sa nouvelle convention collective.

- **Atlantique**

Après à la fusion des quatre syndicats de la santé en Nouvelle-Écosse, le syndicat travaille actuellement à planifier un processus de négociation de la première entente sur les services essentiels dans le secteur de soins de santé.

Le confrère Danny Cavanagh a été élu au poste de président de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse. Nous lui souhaitons bonne chance.

Nous tenons à féliciter le confrère Mike McNeil, notre nouveau Vice-président régional de la Nouvelle-Écosse. Nous lui souhaitons beaucoup de succès dans son nouveau rôle.

Le 30 novembre, le Parti libéral de Dwight Ball à Terre-Neuve-et-Labrador a remporté la 48^{ième} élection provinciale avec 31 sièges. Les conservateurs et leur chef Paul Davis ont été expulsés du pouvoir après 12 ans.

- **Air Canada**

Dans la foulée d'une négociation entre le syndicat et leur employeur, les agents de bord d'Air Canada ont approuvé, par une faible majorité, l'entente de dix ans.

L'entente comprend entre autres une somme forfaitaire pour la première année et des augmentations de 2 % pour toutes les années suivantes.

6. Recrutement

Du 1^{er} septembre au 30 novembre 2015, le SCFP a recruté 558 nouveaux membres répartis dans 14 unités de négociation. L'unité la plus importante est celle des cols bleus de la Ville de Rimouski, au Québec, qui comprend 146 travailleuses et travailleurs. Nous souhaitons la bienvenue à tous nos nouveaux membres au sein de la famille du SCFP.

À l'échelle du pays, nous avons recruté 88 membres dans des établissements de soins de longue durée, 40 dans le secteur des communications, 332 dans les municipalités, 86 dans les services sociaux et 12 dans le secteur de l'éducation postsecondaire.

Nous participons présentement à 57 campagnes actives qui, si elles réussissent, nous permettront d'accueillir 5 094 nouveaux membres au SCFP. Dans les conseils du travail de tout le pays, nous comptons 7 projets représentant 3 345 nouveaux membres qui attendent la tenue de votes

d'accréditation. Huit projets de restructuration sont en cours. Ils mèneront à des scrutins de représentation touchant 2 123 membres du SCFP.

Conformément à l'orientation stratégique acceptée au congrès national de Vancouver, le Conseil exécutif national a adopté un plan de recrutement dont le point central, pour le début de 2016, sera le repérage des occasions de recrutement partout au pays.

Ce repérage produira une image régionale détaillée du potentiel, des capacités, des priorités, des ressources nécessaires et des chances de réussite des projets de recrutement. Le résultat deviendra alors le fondement d'un plan stratégique de recrutement régional complet qui définira les priorités, les ressources disponibles, les tactiques à mettre en œuvre et les cibles concrètes atteignables. La planification sera à court et à long terme.

L'objectif est l'élaboration de plans de recrutement concrets qui misent sur le travail régional et sectoriel et qui mettent à profit le travail de négociation et d'organisation de campagnes des membres actuels, favorisent l'engagement des membres et font croître l'effectif du SCFP. Notre priorité sera d'offrir une protection accrue aux travailleuses et travailleurs en emploi précaire. Nous mettrons au point une stratégie d'organisation pour les travailleuses et travailleurs précaires afin de bâtir des unités de négociation solides et durables.

7. Travail international

Réunion de planification stratégique du leadership de l'Internationale des services publics sur la lutte à la privatisation, les 2 et 3 décembre 2015, Washington, DC

Protéger l'intérêt public contre la privatisation et la sous-traitance prédatrices

Au début de décembre, j'ai participé, avec d'autres leaders syndicaux du monde, à une réunion de deux jours tenue à Washington, DC, dans le but de coordonner des stratégies de la lutte contre la privatisation. L'activité était organisée par Rosa Pavanelli, de l'Internationale des services publics, et par Lee Saunders, président de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME). Parmi les participants du Canada, il y avait l'économiste du SCFP, le confrère Toby Sanger, et Larry Brown, secrétaire-trésorier du Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public. Des leaders syndicaux du secteur public d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'autres pays du Pacifique ont discuté des différents problèmes et des défis à surmonter face aux forces de la privatisation, en plus de partager des stratégies et des outils efficaces pour riposter. Le groupe a rencontré des représentants du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et des ministères américains du Trésor, du Travail et de l'État pour discuter spécifiquement des préoccupations relatives au rôle des institutions financières internationales dans la promotion de la privatisation, l'appui aux services publics et la défense des droits des travailleurs.

La réunion était exceptionnelle pour l'ISP, en ce sens que les leaders syndicaux y ont eu une discussion approfondie et franche sur ces enjeux, sans visions préconçues. De nombreuses possibilités d'action collective ont été présentées, mais les leaders syndicaux ont surtout insisté

sur la nécessité de se consacrer à quelques priorités ciblées et atteignables. À cette fin, les dirigeants ont convenu que les syndicats du secteur public, par l'entremise de l'ISP : 1) créeront, dans les six mois, un réseau collectif mondial en ligne pour partager des ressources clés entre affiliés et alliés dans la lutte contre la privatisation; 2) renforceront la capacité de l'ISP et de ses affiliés à mener des campagnes contre la privatisation; et 3) « suivront l'argent » en faisant des recherches et en fournissant de l'information sur les activités de grandes entreprises mondiales qui font la promotion de la privatisation et qui en profitent, comme Compass, Serco, etc. On peut se procurer un sommaire plus détaillé des discussions sur demande. Le SCFP compte participer pleinement à ces activités et collaborer par l'entremise de ses propres réseaux anti-privatisation de membres du personnel et de militants, tant au bureau national qu'ailleurs au pays.

Messages de solidarité internationale

Nous avons écrit au syndicat suisse des employés des services publics afin de les féliciter pour leur adhésion au projet des Collectivités bleues.

Nous avons écrit à la Fédération des syndicats turcs KESK pour lui faire part de notre solidarité après l'attaque contre un rassemblement pour la paix qu'elle avait organisé.

Nous avons écrit aux membres de COURAGE aux Philippines pour leur souhaiter bonne chance à la veille du premier congrès de leur réseau de travailleurs.

8. In memoriam et notes personnelles

Messages de condoléances

J'offre mes sincères condoléances aux familles des membres, retraités et membres du personnel qui ont perdu un être cher au cours de la période visée par le présent rapport.

- Confrère J.K. (Keith) Norton Retraité – Bureau régional du Manitoba
- Consoeur Kelly Jolliffe Membre de la section local 1310
- Victimes de la fusillade du Island Regional Centre, à San Bernardino, en Californie. Dix d'entre elles étaient membres de la section locale 721 de l'UIES.

Retraite

Je remercie sincèrement chacun des membres du personnel du SCFP suivants pour les nombreuses années de service dévoué qu'ils ont consacrées à notre syndicat.

- Paul Moist, président national

En terminant, je tiens à remercier tous les membres, militants et membres du personnel qui m'ont écrit au cours des six dernières semaines pour me féliciter et me faire part de leur appui.

Je promets de travailler au mieux de mes capacités pour veiller à ce que nos membres reçoivent la meilleure représentation possible, à ce que nous élargissions notre effectif et à ce que tous les Canadiens – syndiqués ou non – puissent profiter d'un niveau de vie qui éradiquera la pauvreté.

Je vous souhaite une saison des Fêtes heureuse et reposante.

Veillez recevoir, consœurs et confrères, mes salutations solidaires.

Le président national,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'MH' followed by a stylized flourish.

MARK HANCOCK

:jv/sec
Le 11 janvier 2016 – 17 h 47